

Note de recherche stratégique 9 – juin 2014

## Vers une nouvelle posture nucléaire israélienne ?

Pierre Razoux<sup>1</sup>

Directeur de recherche chargé du pôle « pensées stratégiques comparées » à l'IRSEM

Le BESA, un *think tank* très proche du Premier ministre israélien, vient de publier un article qui recommande expressément qu'Israël sorte de l'ambiguïté pour s'affirmer ouvertement en tant que puissance militaire dotée de l'arme nucléaire. C'est la première fois qu'un centre de réflexion stratégique israélien se prononce aussi clairement et ouvertement sur cette question. Les deux auteurs de cet article déroulent ce qui, selon eux, devrait être l'ossature d'une stratégie israélienne de dissuasion nucléaire pleinement assumée.

La publication de cet article – qui devrait faire date – survient dans un contexte géopolitique régional très incertain, marqué à la fois par une montée en puissance diplomatique de l'Iran, par la dégradation des relations entre l'administration américaine et le gouvernement israélien, et un rapprochement très visible de ce dernier avec les autorités russes, comme en témoigne l'annonce le 1<sup>er</sup> juin 2014 du projet de mise en place d'une ligne cryptée de communication directe et permanente entre Jérusalem et le Kremlin.

### De quoi s'agit-il ?

Le *think tank* israélien Begin Sadat Center for Strategic Studies (BESA – Université Bar Ilan de Tel-Aviv), réputé très proche du gouvernement de Benjamin Netanyahu, a publié le 27 mai 2014 un article cosigné par le professeur israélien Louis René BERES et le général américain en retraite John CHAIN (ancien commandant du Strategic Air Command) intitulé « Living with Iran: Israel's Strategic Imperative »<sup>2</sup> recommandant qu'Israël lève le voile sur son arsenal nucléaire pour s'affirmer ouvertement en puissance nucléaire militaire capable

<sup>1</sup> Pierre Razoux, auteur de *La Guerre Iran-Irak : Première guerre du Golfe* (Perrin, 2013) et de plusieurs ouvrages sur les guerres israélo-arabes, dont *Tsahal : Nouvelle histoire de l'armée israélienne* (Perrin, 2008), s'exprime à titre personnel. Ses propos ne sauraient engager ni l'IRSEM, ni le ministère de la Défense.

<sup>2</sup> <http://besacenter.org/perspectives-paper/living-iran-israels-strategic-imperative-2>



de dissuader un futur Iran nucléaire. C'est la première fois qu'un centre de réflexion stratégique israélien se prononce aussi clairement et ouvertement sur cette question.

Cinq jours plus tard (1<sup>er</sup> juin 2014), les gouvernements israélien et russe ont annoncé un projet de mise en place d'une ligne cryptée de communication directe et permanente entre Jérusalem et le Kremlin pour « débattre de dossiers divers concernant les intérêts majeurs des deux nations sans une intervention directe des Etats-Unis »<sup>3</sup>. Israël disposait déjà, depuis longtemps, d'une telle ligne directe avec Washington. Cette annonce survient dans un contexte de relations de plus en plus tendues entre le gouvernement Netanyahu et l'administration Obama (vis-à-vis des dossiers iranien, palestinien et syrien, puis plus récemment vis-à-vis du dossier ukrainien, le gouvernement israélien ayant refusé de condamner l'attitude russe en Ukraine et en Crimée).

Le 15 septembre 2013, au lendemain de l'annonce du plan de désarmement chimique syrien (sur initiative russe), un article publié par le média israélien *I24News* (citant des experts du Pentagone et du *Bulletin of the Atomic Scientists*) apportait des précisions surprenantes de détail sur l'arsenal nucléaire israélien<sup>4</sup>, indiquant :

- qu'Israël avait cessé de produire des têtes nucléaires en 2004 ;
- qu'Israël disposait de 80 ogives nucléaires opérationnelles ;
- que ce nombre d'ogives était jugé suffisant par les autorités israéliennes ;
- qu'Israël disposait de suffisamment de matériau fissile pour fabriquer 115 ogives supplémentaires, si la situation régionale venait à évoluer défavorablement.

Bien qu'il contrevienne à la législation israélienne interdisant de publier la moindre information susceptible d'accréditer la possession de l'arme atomique par Israël, cet article n'a pas été retiré du site Internet israélien qui l'a publié.

## Quels sont les principaux points de l'article de MM. BERES et CHAIN ?

L'article de Louis René Beres et John Chain publié par le BESA peut être résumé de la manière suivante :

- Compte-tenu de l'évolution de la politique américaine de dialogue et d'engagement vis-à-vis de Téhéran, l'Iran doit être considéré comme un Etat potentiellement du seuil, qui développera inéluctablement une capacité nucléaire militaire dans un avenir plus ou moins proche.
- A cette échéance, des frappes préventives contre le programme nucléaire iranien n'auraient plus de sens et n'obtiendraient pas l'effet recherché.
- Face à cette situation, Israël devra établir une doctrine stratégique fondée à la fois sur la dissuasion nucléaire et sur une défense conventionnelle active.

<sup>3</sup> *I24News*, 1<sup>er</sup> juin 2014 – *YNET*, 1<sup>er</sup> juin 2014.

<sup>4</sup> <http://www.i24news.tv/fr/actu/israel/diplomatie-defense/130915-israel-aurait-gele-la-production-d-ogives-nucleaires-en-2004>



- La défense antimissile balistique (programme Arrow) constituera le premier étage de cette doctrine, mais elle ne peut garantir à elle seule l'invulnérabilité du territoire israélien. L'arsenal atomique constituera le second étage de cette doctrine.
- Puisque son bouclier antimissile n'est pas totalement hermétique, Israël doit clairement faire savoir à ses agresseurs nucléaires potentiels que le recours à son bouclier antimissile s'accompagnerait automatiquement de frappes de riposte avec des armes atomiques.
- Pour que cette menace soit crédible, Israël devrait :
  - renforcer de manière visible son arsenal nucléaire ;
  - réfléchir à la meilleure manière de lever une partie du voile recouvrant son programme nucléaire militaire ;
  - sortir de sa posture d'ambiguïté et revendiquer ouvertement son statut d'Etat doté dès que l'Iran sera suspecté d'avoir franchi le seuil nucléaire militaire ;
  - accroître ses efforts pour se doter d'une capacité de frappe en second qui soit suffisamment protégée et dispersée (*hardened and dispersed*) pour survivre à une première frappe et convaincre tout agresseur potentiel qu'il s'exposerait à des représailles massives anti-cités (*massive retaliation against readily-identifiable enemy cities*).
- Cette doctrine de dissuasion nucléaire assumée devrait s'insérer dans une stratégie de dissuasion plus large reposant également sur la défense cybernétique et sur des technologies spatiales émergentes (*deterrence posture... should include relevant cyber-defenses and emergent space technologies*).
- La multiplication des systèmes de défense antimissile n'est pas antinomique d'une stratégie de dissuasion nucléaire, bien au contraire, car elle permet :
  - d'éviter un effet de saturation par des missiles balistiques iraniens ;
  - d'accroître le facteur incertitude dans l'esprit des planificateurs iraniens ;
  - de développer un savoir-faire technologique source d'importants revenus pour l'industrie de défense israélienne.
- Au bout du compte, Israël doit convaincre les dirigeants iraniens que son arsenal atomique est suffisamment résilient pour ne pas être vulnérable à une première frappe, et qu'en même temps il reste modulable dans ses effets destructeurs pour laisser planer le doute quant à son utilisation à des fins strictement militaires.

### Que peut-on en penser ?

L'usage des médias pour faire passer des messages est classique en Israël comme ailleurs. Il est rare cependant que les personnes autorisées, dans l'Etat hébreu, communiquent – même informellement – sur le sujet du nucléaire. L'occurrence de deux articles majeurs à huit mois d'intervalle (au lieu de plusieurs années) témoigne d'un débat intense au sein de la communauté stratégique israélienne. Il convient de rappeler que Louis René Beres préside le « Projet Daniel », un groupe d'experts chargé de conseiller le Premier ministre israélien sur



les questions de stratégie nucléaire. Il enseigne également aux Etats-Unis. La personnalité et la renommée des deux auteurs témoignent également d'un débat vif sur ce sujet à Washington.

Il s'agit en fait d'un vieux débat. En plusieurs occasions (période de fortes tensions avant la guerre des Six Jours de juin 1967, guerre du Kippour d'octobre 1973, frappes de missiles irakiens Scud en janvier 1991, provocations verbales du président iranien Ahmadinejad en 2006), le pouvoir israélien s'est interrogé sur le bénéfique – en termes de sanctuarisation de son territoire et de sécurité de long terme – qu'il retirerait à clarifier sa stratégie nucléaire en renonçant à sa posture d'ambiguïté<sup>5</sup>. A chaque fois, ce sont les pressions de l'administration américaine qui l'ont fait renoncer à une telle clarification, Washington craignant qu'une telle annonce ne mette en difficulté sa politique étrangère à l'égard du monde arabe.

Compte tenu du climat tendu qui règne actuellement entre les administrations Netanyahu et Obama, les dirigeants israéliens pourraient ne plus se sentir tenus par les engagements pris par leurs prédécesseurs. Ils pourraient considérer l'affirmation de leur statut de puissance nucléaire comme un pis-aller à des frappes conventionnelles qui semblent chaque jour plus improbables.

A l'inverse, il pourrait s'agir de manœuvres destinées à leurrer les Iraniens pour les convaincre de la faible probabilité de frappes préventives israéliennes, de manière à les amener à baisser la garde.

Sur le fond, la doctrine de dissuasion stratégique envisagée par les deux auteurs n'est pas sans rappeler la doctrine française de dissuasion nucléaire qui prévalait dans les années 1970 et 1980, à deux exceptions notables toutefois : l'affirmation de la complémentarité des armes atomiques avec un bouclier antimissile et l'acceptation de leur usage éventuel à des fins strictement militaires.

Quoi qu'il en soit, l'élément significatif reste que les deux auteurs – quelles que soient leurs motivations réelles – appellent Benjamin Netanyahu à infléchir son discours à l'égard de l'Iran pour y insérer davantage de réalisme et moins d'idéologie. Peu suspects de complaisance à l'égard du régime iranien, ceux-ci parient pourtant sur son caractère raisonnablement rationnel.

Quant au rapprochement marqué du pouvoir israélien vis-à-vis du Kremlin, celui-ci montre que Benjamin Netanyahu et Vladimir Poutine se considèrent désormais comme des alliés objectifs au Moyen-Orient, malgré l'épine que constitue le dossier iranien. A cet égard, il n'est pas impossible que les dirigeants israéliens aient fait le calcul que la Russie puisse être au bout du compte un interlocuteur plus efficace que les Etats-Unis pour les aider à traiter

---

<sup>5</sup> Les historiens et les experts s'accordent généralement pour dater du printemps 1967 l'assemblage des deux premières bombes atomiques israéliennes. La littérature est abondante sur ce sujet.



ce dossier délicat, notamment peut-être en leur servant d'intermédiaires pour établir un dialogue sous-terrain entre Jérusalem et Téhéran. Cela ferait paradoxalement le jeu des Russes, des Américains et des Occidentaux qui souhaitent réintégrer l'Iran au sein du concert des Nations.

